

Questions orales

seraient obligées de retourner leurs chèques de pension de sécurité de la vieillesse, ce qui ne s'est jamais vu au Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'en ai vu des bonnes, mais celle-là, c'est la meilleure!

Le député de Sainte-Marie défend les personnes qui reçoivent des revenus, après 65 ans, d'entre 50 000\$ et 75 000\$ par année. Je peux vous dire que ma mère ne gagne pas cela. Nous sommes ici pour défendre les moins bien nantis de notre société, pas les riches.

Le ministre le souligne très bien en disant que cette mesure qui affecte les personnes qui ont des revenus personnels nets entre 50 000\$ et 75 000\$ par année entrera en vigueur progressivement sur trois ans. Il me semble, et comme le journal *The Toronto Star* l'a dit ce matin: La dimension de l'universalité n'est pas du tout affectée. Le journal *The Toronto Star* l'a affirmé en éditorial. Alors, c'est une disposition progressive: les moins bien nantis vont recevoir plus, les riches vont payer plus, et c'est tout à fait normal que l'on donne plus aux pauvres et moins aux riches.

Des voix: Bravo!

M. Malépart: Monsieur le Président, la déclaration du premier ministre est fautive, et encore une fois, il démontre qu'il a trompé la population parce qu'il n'y a aucun transfert qui s'en va aux familles pauvres. Et n'oubliez pas que les personnes âgées qui gagnent 50 000\$, qui gagnent 60 000\$, ce sont les gens qui ont bâti notre pays et qui ont fait que «Brian Mulroney» peut être riche aujourd'hui. Ce sont eux que vous attaquez.

Le respect qu'on doit aux personnes âgées, ce n'est pas à partir. . .

M. le Président: S'il vous plaît, posez la question.

L'IMPACT DU BUDGET SUR LES MALADES

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Comment se fait-il que dans son Budget, il s'attaque même aux malades à travers le Canada en coupant dans le programme d'assurance-santé? Comment se fait-il que les malades vont être sacrifiés au Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, dans les programmes généraux dont parle le député, contrairement à des coupures, il y aura, au niveau national, 25 milliards de dollars de plus qui seront affectés aux provinces.

De plus, en ce qui concerne la question qui est soulevée, la mesure relative aux pensions, elle touchera environ 4 p. 100 des 3 millions de personnes âgées qui bénéficient de pensions de sécurité de la vieillesse; moins de 2 p. 100 feront l'objet d'une récupération totale. Environ 14 p. 100 des 3,8 millions de bénéficiaires d'allo-

cations familiales seront touchés par cette mesure; moins de 10 p. 100 vont rembourser la totalité des allocations.

Ce que nous faisons, c'est une initiative progressive. On en prend plus des riches pour en donner plus aux pauvres. C'est une politique sociale que le député a toujours défendue.

* * *

• (1130)

[Traduction]

LES PROGRAMMES SOCIAUX

L'UNIVERSALITÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les associations nationales de défense des pauvres ont attaqué le budget du gouvernement hier.

Voici ce que le premier ministre avait à dire, il y a quelques années, au sujet de l'universalité des programmes sociaux: «Notre position est claire et nette. Nous sommes en faveur de l'universalité des programmes sociaux et nous n'y toucherons pas.» C'est ce que le premier ministre déclarait il y a quelques années.

Or, au mépris total du principe de l'universalité de nos programmes sociaux, le budget que le gouvernement vient de déposer prive des centaines de milliers de personnes de jouir de l'application du principe de l'universalité en matière d'allocations familiales et de pensions de vieillesse. Pourquoi le premier ministre a-t-il manqué à son engagement fondamental? Pourquoi avec ce budget entend-il révolutionner, le mot n'est pas trop fort, la politique sociale traditionnelle du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'aurai tout vu. Le gouvernement récupère de ceux qui n'en ont pas besoin des ressources qu'il entend distribuer aux pauvres et aux désavantagés, et le chef du parti socialiste n'est pas d'accord.

Ce matin, le *Toronto Star*, dont la sympathie est loin d'être acquise au gouvernement, avait ceci à dire au sujet de M. Wilson:

Tout en maintenant l'important principe de l'universalité, il propose de récupérer les prestations sociales de ceux qui n'en ont pas absolument besoin. Bien que cette mesure acceptable ne touche que 14 p. 100 des bénéficiaires d'allocations familiales. . .

Le *Star* dit que la mesure est jugée acceptable.

Nous croyons que c'est une mesure sociale progressive.

Comme mon ami a fait allusion à des organismes de défense des pauvres, qu'il me permette de lui lire une récente déclaration du Conseil national du bien-être social: «La récupération a ceci d'avantageux qu'elle permet de réaliser des économies en augmentant la progressivité des programmes sociaux sans toucher au principe de l'universalité. La plupart des champions de l'universalité sont d'avis qu'il faut distribuer les prestations d'une façon progressive. . . La récupération ne remet pas en